Après avoir réussi à couper le monarque présidentiel de son peuple, les thuriféraires hypocrites de Sa Majesté Paul Biya se sont lancés dans des opérations de dénégation tous azimuts. Tout en lorgnant le trône présidentiel, (presque) tous ont fait leur cette déclaration de Jacques Fame Ndongo tenue, le 07 avril 2010, au cours de la deuxième réunion régionale des populations du Sud en vue de la préparation du Comice agropastorale d'Ebolowa : *" Nous sommes tous des créatures ou des créations du président Paul Biya, c'est à lui que doit revenir toute la gloire dans tout ce que nous faisons. Personne d'entre nous n'est important, nous ne sommes que ses serviteurs, mieux, ses esclaves "*

Fame Ndongo, *professeur es intrigues*, a raison, puisqu'il fait partie de la race des politiciens fabriqués de toutes pièces par le Prince. Mais, comment comprendre que cette race de politiciens par décret en soient là aujourd'hui à échafauder des stratégies parallèles de prise de pouvoir, alors que leur géniteur est encore en poste et compte y rester ?

Autrement dit, aussi paradoxal que cette déclaration puisse paraître, le désir annoncé des caméléons qui entourent l'esclavagiste Paul Biya d'aliéner leur liberté d'hommes dotés de raison, n'est qu'une pure clause de style, une manière hypocrite d'endormir le chef de l'État afin d'éviter ses imprévisibles coups de tête et de prolonger leur séjour autour de la mangeoire.

Dans cette lignée, René Sadi. Il ne saurait faire croire qu'il ne nourrit pas, lui aussi, une ambition présidentielle. Lui qui, il n'y a pas longtemps, avait sorti l'artillerie médiatique lourde pour dénoncer le *" complot "* ourdi contre sa personne après la publication par le quotidien *Mut ations*

d'un

" poison d'avril "

annonçant sa candidature à l'élection présidentielle de 2011. Les Camerounais et les autres présidentiables de la nomenklatura ne sont pas dupes. Les indignations vertueuses et vraisemblablement hypocrites de René Sadi et de ses courtisans ne trompent que les membres et sympathisants naïfs du Rdpc. Elles ne trompent surtout pas Laurent Esso, ministre d'État, secrétaire général de la présidence de la République, qui l'a récemment affublé d'un majestueux

" Monsieur le Président "

. Les actes pris par le secrétaire général du comité central ces derniers temps, ses postures sont révélateurs de ses intentions réelles. La réalité dépasse, pour ainsi dire, l'affliction dont il veut se couvrir.

Aux yeux de ses nombreux contempteurs, ses sorties médiatiques malheureuses, inutilement polémiques et malhabiles dans l'affaire des *" Biens mal acquis "* et après le dépôt, par un groupe de Camerounais de la diaspora, auprès du secrétaire général de l'Onu, d'une pétition aux fins de constitution d'une commission d'enquête internationale sur les massacres de février 2008, visent à discréditer l'action du président national du Rdpc et à se positionner comme le dernier recours. René Sadi qui veut être au centre de tout, la solution à tout au sein du Rdpc, risque de devenir un problème pour tout et pour tous. Lui qui veut se présenter comme un homme de terrain capable d'assumer la fonction présidentielle, contrairement à l'image d'homme enfermé dans un tabernacle inaccessible que traîne le monarque présidentiel, une

image voulue et entretenue par des conseillers toxiques. D'après les partisans du Sg, le Rdpc qui a toujours eu un électroencéphalogramme plutôt raplapla, se retrouve aujourd'hui requinqué du fait de Sadi. Comme si ce parti avait subitement des idées neuves et venait de trouver un nouveau chef dynamique, un nouveau messie, comme l'affirme Charles Atéba Eyéné, grand thuriféraire devant l'éternel. Les actions du Sg viseraient à prouver que le président Paul Biya n'est plus l'invincible, le chevalier sans peur et sans accroche, qu'il n'est plus le commandant irrésistible aux forces de la terre, de l'air et des mers, qu'il n'est plus le champion de la chance et des dieux, ni même l'illusionniste capable de faire passer ses insuccès (innombrables) pour des triomphes. Bref, que le monarque vieillissant n'est plus l'homme de la situation.
Écoutons rouspéter les partisans du futur messie, qui nous qualifieront de grincheux et nous demanderont de cesser de jouer au pisse-froid et les oiseaux de mauvais augures. Célébrons avec eux la bonne nouvelle qui arrive avec le printemps, selon laquelle le célébrissime René Sadi sera président de la République. Champagne pour tous les Camerounais !
René Emmanuel Sadi n'est pourtant pas seul dans cette posture visant à délégitimer le président de la République en poste. A côté de lui, même s'ils appartiennent à des clans différents et concurrents, se trouvent tous ces lugubres individus qui, tout en ouvrant les placards de la République, instrumentalisent l'Opération Épervier, aux fins d'éliminer des adversaires politiques réels ou supposés. Ils savent pertinemment que toutes ces affaires discréditent un chef d'État dont l'opinion n'admet pas (ou plus) qu'il continue à utiliser sa fonction à des fins personnelles et au seul bénéfice de son clan.
Honnêtement, l'on ne peut nier - même si le régime actuel ne peut se faire harakiri- qu'il y a eu à un moment donné une volonté déclarée de combattre la corruption. Les lois votées et promulguées, la ratification de la convention des Nations unies contre la corruption, la mise en place de certaines structures de lutte contre la corruption, l'interpellation de quelques pontes, constituent des actions plausibles. Même si les pressions extérieures ont été déterminantes, ces actions rencontraient le souhait de beaucoup de Camerounais d'éradiquer ce cancer qui ruine notre économie
Mais, cette volonté a très vite été dévoyée par des forces antagonistes au sein du système. De sorte que, de nos jours, répétons-le quitte à choquer, la lutte contre la corruption apparaît plus comme un jeu de massacre politique, qu'un réel désir d'assainir la maison Cameroun. Des exemples sont légion. Ils montrent que les protagonistes utilisent l'Opération Épervier pour éliminer les concurrents politiques et détourner l'attention du président camerounais de leurs propres visées pouvoiristes.
Témoignage. Nous sommes à Douala, le 30 mars 2008. Il est exactement 22h30. Le propriétaire du journal (Le Front) à la tête duquel nous venons d'être nommé directeur de publication délégué nous appelle pour nous donner l'information selon laquelle Polycarpe Abah Abah et Urbain Olanguena Awono seront interpellés très tôt le matin entre 6h et 7h. Il nous demande de voir dans quelle mesure nous pouvons modifier la Une en faisant un papier relatif à ces arrestations annoncées. Connaissant ses entrées et ses accointances avec certains milieux et personnalités, nous recoupons d'abord l'information auprès de trois sources généralement crédibles qui la confirment. Nous mettons un journaliste au travail en lui donnant des orientations. Nous changeons notre Une et nous nous retrouvons à l'imprimerie vers 01h, le matin du 31 mars 2008, avec un confrère, proche de Edgar Alain Mebe Ngo'o, alors Délégué général à la sûreté nationale (Dgsn), et actuel ministre de la Défense, qui était déjà sous presse. A sa grande Une il avait titré : *" Fin de parcours pour Abah Abah et Olanguena "*. En bas de Une il avait écrit :

" Ils ont été arrêtés très tôt ce lundi par une équipe mixte des services de sécurité, à leurs résidences respectives de Yaoundé, après quelques tentatives de résistance "
Le contenu de l'article faisait une sorte de reportage des arrestations qui auront effectivement lieu environ 5h30 mn plus tard, autour de 6h et 7h du matin. Rideau !
* **Source**: Editorial ayant subi de légères modifications et déjà publié dans *Germinal* n°054{jcomments on}